

Hic et nunc: ubi sumus europaei?

Nicolas Levrat - Jenaro Talens

En ces premiers jours de décembre 2018, « l'accord » sur le Brexit signé par Theresa May à Bruxelles n'a pas encore été approuvé par le Parlement de Westminster et la possibilité d'un échec de cet accord paraît plus que probable. Ce que cela signifie pour l'UE et le Royaume-Uni, leurs populations et sociétés, bien malin qui saurait le dire. La situation problématique de la Catalogne en Espagne – avec quelques membres du gouvernement autonome élu en 2015 en fuite en Belgique, Ecosse ou Suisse pour échapper à la Justice espagnole, alors que d'autres sont depuis plus d'un an en prison pour avoir proposé une République indépendante, après un référendum interdit par le Tribunal Constitutionnel et empêché par la force publique de l'Etat espagnol – ouvre un scénario inédit par la mise en question de la Constitution espagnole de 1978. La réémergence de l'extrême droite, même dans les pays que leur histoire du XXe siècle semblait avoir rendus immunes – en Allemagne avec l'AfD en septembre, en Andalousie avec VOX le 2 décembre – est cause de célébration pour les partis de ce type déjà bien installés ; Marine Le Pen en France, Matteo Salvini en Italie parmi de nombreux autres en Europe de l'Est et du Nord. Alors que rôde à Bruxelles un Steve Bannon, et que des interventions sur les réseaux sociaux attribuées à des puissances étrangères, en soutien des forces antieuropéennes en ces temps troublés, inquiètent. Si l'on ajoute la défiance assumée du gouvernement italien face à la Commission à propos de son budget 2019, laquelle fait suite à la défiance des dirigeants hongrois et slovaques face à une politique de répartition des réfugiés en Europe adoptée par le Conseil européen, ou au rejet explicite des valeurs européennes par le gouvernement polonais, l'heure, si elle est encore

au choix, sera celle de choix contraints. Comme le fait à l'évidence comprendre la révolte des *gilets jaunes* à travers la France.

Bien évidemment que l'Union européenne n'est pas l'Alpha et l'Omega de l'idée d'Europe et que peut-être d'autres voies peuvent à un moment s'ouvrir. On le voit de l'inventaire à la Prévert du paragraphe précédent, les défis ne concernent pas que le projet européen commun, mais aussi nombre des projets nationaux en Europe. Cependant, la magnitude des défis qui, au cours des derniers mois se sont amoncélés, laisse à penser qu'il ne s'agit pas que d'une question d'orientation, mais d'un moment qui pourrait s'avérer existentiel.

Bien évidemment, le titre du dossier de ce numéro 16 d'*EU-topías* fait référence à l'important discours que prononça le 12 mai 2000 le Ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, à l'Université Humboldt de Berlin. Après quelques phrases introductives et précautions d'usage, l'orateur se permettait la question rhétorique: «*Quo vadis, Europa?*»

La plus élémentaire correction académique et les usages eussent voulu que nous attendions le mois de mai 2020 pour revisiter la question. D'ailleurs n'en doutons pas, le mois de mai 2020, à l'occasion du vingtième anniversaire de ce discours, sera l'occasion de nombreuses commémorations, célébrations ou publications. Notamment parce que ce discours avait servi de déclencheur au processus qui conduisit à la rédaction d'un Traité établissant une Constitution pour l'Europe, accepté et signé par les Etats membres et les futurs membres de l'UE, le 29 octobre 2004. Et donc, hélas, parce que la grande majorité de la communauté académique qui s'est fait profession d'ausculter les progrès

de l'intégration européenne souffre de somnambulisme sévère, poursuivant sur une lancée épuisée une Europe évanescence que l'habitus et l'inertie de leur pensée les empêche de voir comme le cadavre pas exquis du tout d'une idée d'Europe perdue dans le torrent indompté d'un libéralisme économique autophage dont elle a ouvert les vannes et qu'elle se révèle depuis incapable de canaliser.

Il est clair que moins « la nouvelle étape dans le processus créant une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe » (TUE, art. 1 § 2) sera confortable, moins longtemps les « peuples de l'Europe » seront tentés d'y rester... Pour autant que ce soit pour continuer ensemble, personne ne regrettera l'étape ; mais certains font mine de vouloir repartir seuls. Plus inquiétant.

D'où un sentiment d'urgence qui nous pousse aujourd'hui à devancer l'appel, fut-ce de quelques 18 mois. Parce que nous ne savons plus de quoi (ni de qui) l'Europe sera encore faite dans 18 mois et parce que d'ici là des échéances, probablement essentielles pour le projet européen, auront, comme il arrive aux échéances, échu :

a) L'échéance d'un Brexit (ou pas) avec un accord (ou pas) le 30 mars 2019.

b) L'échéance d'où émergera (ou pas) le nouveau visage d'un Parlement européen issu des élections européennes de mai 2019. Nous devons notamment aujourd'hui, avant que ce ne soit, nous demander si le Parlement européen pourrait se transformer en havre pour les votes anti-européens de toute obédience, en réceptacle de la rage électorale qui frappe de nombreux vieux pays européens ? Que ce qui fut plusieurs décennies durant le fer de lance de l'intégration européenne, institution supranationale depuis l'élection au suffrage direct de ses membres au printemps 1979, devienne le creuset des mécontentements et l'instrument d'un détricotage des solidarités de faits que depuis le discours du 9 mai 1950 dans le salon de l'horloge du Quai d'Orsay, Français, Allemands, Italiens, Belges, Luxembourgeois, Néerlandais, puis Britanniques, Danois et Irlandais, suivi des Grecs, Portugais et Espagnol, rejoints par les Autrichiens, Finlandais et Suédois, qui eux-mêmes précédèrent les Chypriotes (mais pas tous) , Estoniens,

Hongrois, Lettons, Litvaniens, Maltais, Polonais, Slovaques, Slovènes, Tchèques, avant enfin les Bulgares, Roumains puis Croates essayaient tant bien que mal de tisser par l'entrelacs des fils de leurs histoires et souverainetés.

c) L'échéance du 1^{er} novembre 2019 avec une Commission qui, « en tenant compte des élections au Parlement européen » (art. 17 § 7 TUE) pourrait se retrouver dirigée par un « *Spitzenkandidat* » de l'alliance des mécontents, comme on le voit aujourd'hui en Italie et probablement – même si cela est dit moins explicitement – dans plusieurs autres pays européens.

d) L'échéance au 31 décembre 2020 du cadre financier pluriannuel qui permet le fonctionnement de l'UE. Donc la nécessité pour les Européens de se doter avant le 1^{er} janvier 2021 d'un nouveau cadre financier pluriannuel pour l'UE. Sans quoi l'Union sera – et pour de bon – en panne. Devons-nous sérieusement prétendre qu'il sera possible de parvenir à un compromis à 27, sans savoir si le Royaume-Uni aura trouvé la sortie ou pas encore (voire pas du tout) ? Sans savoir si l'Italie pourra approuver un cadre financier pluriannuel (qui requiert l'unanimité) et auquel elle doit contribuer, alors que dans le même temps la Commission européenne refuse d'approuver le budget italien 2019 que le gouvernement de cet Etat veut présenter à son Parlement et menace d'imposer des sanctions pécuniaires à l'Italie ? A prendre sur quel budget et à verser dans quel budget ?

Il est certain que l'empilement des crises européennes – que nous préférons tous appeler crises parce que le terme d'échec sonnerait trop dur – ne pousse ni à l'optimisme, ni à la patience pour se prononcer sur l'avenir, proche ou lointain, d'une Union européenne *réelle*. Mais ne nous y trompons pas, nombre de ces crises sont déjà des échecs. Et faute d'encaisser leurs pertes, les dirigeants européens qui ont jusque-là fait l'Europe risquent bien d'être contraints de passer à la caisse. En effet :

1) la casse sociale des politiques d'austérité imposées à la Grèce ne sera jamais réparée.

2) le traité constitutionnel ne sera jamais ressuscité. La tentative, pour ciselée qu'elle fut, de faire revivre

le projet sous forme d'avatar via un traité de Lisbonne taillé au laser par d'éminents juristes n'a donné naissance, hélas, qu'à un Frankenstein institutionnel dont le moindre mouvement effraie tant les marchés globalisés que les peuples européens tétanisés. Les quelques peuples qui ont osés, ces dernières années, un message pro-européen, écossais et catalans notamment, sont soit pris dans le maelstrom du Brexit – qu'ils n'ont pas voulu (ils furent 62% en Ecosse à voter pour l'UE le 23 juin 2016) – soit condamnés à la résistance face à une criminalisation de leurs tentatives démocratiques pro-européennes, dont le parfum républicain rancit dans des geôles d'un Royaume arc-bouté sur les glacis d'une transition inachevée.

3) la confiance des citoyens – que l'on avait cru faire européens le premier- novembre 1993 (date d'entrée en vigueur du traité de Maastricht et conséquemment, de la citoyenneté européenne) – envers l'Europe, voire envers la politique, pourrat-elle jamais être rétablie ?

Et, bien sûr, il ne s'agit là que de crises internes. N'oublions pas que l'Union européenne est en échec en Ukraine, dont une partie du territoire est maintenant occupée par des forces séparatistes ou un Etat voisin, suite à d'imprudentes et inconséquentes manœuvres de l'UE.

Que l'allié historique qui avait avec bienveillance, certes fluctuante mais néanmoins constante, veillé sur la naissance et la croissance de l'UE navigue tel un bateau ivre aux mains d'un capitaine erratique sur les eaux agitées d'une Atlantique qui pourrait bien subir le même sort qui est celui de la Méditerranée. Quel Européen oserait aujourd'hui rappeler que le monde méditerranéen – qui était le cœur et le moteur de la planète il y a quelques 2000 ans – est maintenant devenu un infranchissable fossé, qui soi-disant protégerait les douves d'une Europe recroquevillée d'un Sud menaçant. L'Atlantique-Nord, qui pour nous Européens a structuré le monde après la deuxième guerre mondiale, n'est-il pas en train de s'élargir en conséquence des malheureuses dérives des continents qui le bordent ? Se transformera-t-il, malgré la montée des eaux que nous promet le réchauffement climatique, en un marécage aux marges

duquel s'enlisera inéluctablement l'idée d'Europe telle qu'on la connût en une seconde moitié de XXe siècle ?

Revenant à la Méditerranée, il est clair que ce cloaque désastreux et mortifère que les Européens encouragent par leur « politique migratoire » a transformé ce qui était un enjeu et un défi pour l'Europe – et considérant les courbes de la démographie, au Nord et au Sud, un enjeu qui eût mérité un traitement plus innovant et rationnel – en un crime abominable dont les Européens, et pas seulement leurs dirigeants, devront un jour rendre compte. Tout au moins au jugement de l'Histoire.

Et bien évidemment, encore, la crise climatique à laquelle pas mieux que d'autres l'Europe n'échappera. Malgré son discours volontariste et ses législations, plans et programmes, la nécessaire transition vers une société durable est loin d'être acquise.

Ainsi l'affirmation de Jean Monnet selon laquelle l'Europe se ferait par les crises ne convainc plus qu'un cercle toujours plus restreint d'Eurooptimistes. Les crises paraissent trop nombreuses, trop sérieuses pour espérer encore en faire sens. Trop tard.

Alors oui, « Europa quo ibo? » (si le dire en latin peut rendre la question plus solennelle) en mai 2020. Si dans son discours sur la finalité de l'intégration européenne en mai 2000, Joscha Fischer énonçait : « [...] il ne peut y avoir pour les Européens qu'une seule réponse s'ils songent à leur bien et à celui de leurs enfants : l'Europe doit aller de l'avant jusqu'à parfaire son intégration », la réponse aujourd'hui, fin 2018, pourrait être bien plus équivoque. C'est le constat : contrairement à mai 2000, il n'y a pas, moins de vingt ans après l'entrée du vœux continent dans un deuxième millénaire, qu'une seule réponse, même en songeant à notre bien-être et à celui de nos enfants. Peut-être pas de réponse du tout. L'impression est plutôt que l'Europe ne sait plus où elle en est. Elle ferait presque penser à l'un de ces poulets étêtés qui sillonnent une dernière fois la basse-cour avant de s'effondrer.

L'historien italien Enzo Traverso, dans son livre *I nuovi volti del fascismo* (2018), réfléchissait sur l'éclosion et exploitation d'un malaise qui ne peut pas trouver d'interlocution à l'intérieur des structures de la vieille po-

litique institutionnelle. L'émergence des mouvements d'extrême droite en Europe pourrait ainsi trouver un principe d'explication dans une pratique de l'antipolitique qui peut facilement devenir violence. L'exemple de la révolte des *gilets jaunes* en France est dans ce sens paradigmatique. Si Emmanuel Macron, avec sa proposition d'aller au-delà des idéologies —ni droite, ni gauche— a pu réduire la notion de politique à une simple administration du pouvoir, ce qui s'est passé à travers la France montre jusqu'à quel point un discours qui nie les intermédiations des partis et des institutions pour y substituer un *leadership* personnel, est inadéquat pour aborder les difficultés qui à présent menacent le futur de l'UE, traversée comme elle l'est par des vagues chaque fois plus puissantes d'euroceptiques et d'anti-européens.

Bien évidemment, tous les auteurs, comme les éditeurs de ce numéro, sont des européens convaincus. Nous, contributeurs à ce dossier d'*EU-topias* croyons

encore, envers et contre tout/s en une Europe rêvée, une Europe des possibles et de l'envie. Mais nous sommes aussi lucides, ... sans être encore désespérés. Nous souhaiterions vraiment qu'aujourd'hui il y ait des chemins qui se dessinent pour l'Europe, et que l'enjeu se limite à choisir parmi différentes voies à la croisée des chemins.

D'où cette collection de contributions, aussi variées que riches, qui réunissent académiques et politiques. Des réflexions d'urgence sur l'état actuel du processus d'intégration (à partir du droit, de la pratique politique ou de l'économie) et des essais plus substantiels sur d'autres aspects s'inscrivant dans un plus long terme (la philosophie, le marxisme aujourd'hui, le cinéma ou les racines de l'eurocepticisme dans la culture espagnole contemporaine). Ces textes, unis dans leur diversité, peuvent nous aider, si ce n'est à trouver des réponses, au moins à nous poser ces questions qui se révèlent, *hic et nunc*, aussi nécessaires qu'inévitables.